

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 : L'édito **p.2 : International : Italie, Espagne, Portugal / Les bras m'en tombent : Encore un traité de libre-échange** **p.3 à 5 : Place au débat : Sortir des crises** **p. 6 à 7 : Actualité sociale : Le plan « Bayrou » sur la santé** **p. 7 : Brève sociale : Aides aux entreprises** **p. 8 : Coup de gueule : A douze on est plus fort ?**

EDITO

En cette fin d'été qui a parfois des allures d'automne, Bayrou a donc décidé d'abandonner la partie non sans s'être donné un satisfecit sur la politique qu'il a soutenue depuis 2017. Une fois de plus Macron a choisi d'adresser un doigt d'honneur à une large majorité de nos compatriotes en nommant pour le remplacer le plus fidèle de ses soutiens, Sébastien Lecornu. Cette fois c'est un fusil à un coup. Si comme c'est probable Lecornu ne parvient pas à éviter la censure le Président de la République n'aura plus qu'un choix : la dissolution ou la démission.

Les sondages le montrent : une nouvelle dissolution aboutirait vraisemblablement à une Assemblée nationale aussi divisée que l'actuelle et donc ne résoudrait rien. Toujours d'après les sondages la démission de Macron serait susceptible d'amener au pouvoir Le Pen ou Bardella. Dans tous les cas ce serait les Français qui seraient les grands perdants. Pourtant la mise en œuvre d'une autre politique économique et sociale pour remplacer le macronisme est possible à condition d'analyser justement la situation présente. Si la France croule sous les déficits ce n'est pas à cause de dépenses exagérées mais en raison de recettes insuffisantes. Que ce soit à travers les réformes conduites sous Hollande ou celles mises en œuvre par Macron et ses gouvernements les cadeaux donnés aux entreprises et aux plus fortunés ont conduit l'Etat à s'appauvrir. La politique de l'offre est censée permettre aux entreprises de mieux

vendre leurs produits mais elle aboutit à l'effet inverse en réduisant le pouvoir d'achat de l'immense majorité de nos compatriotes. Jamais le nombre de personnes sous le seuil de pauvreté n'a été aussi élevé. Dans le même temps beaucoup de Français ne peuvent plus ni se soigner ni se chauffer correctement en hiver. Les services publics notamment dans les campagnes sont laissés à l'abandon, les prix de l'énergie ne cessent d'augmenter y compris pour les entreprises alors que grâce à l'énergie nucléaire la France aurait les moyens d'être concurrentielle dans ce secteur. Vous l'avez compris : je ne crois pas un instant que le nouveau premier ministre appliquera cette autre politique. Ce n'est pas l'abandon de la suppression de deux jours fériés qui me fera changer d'avis. On peut au contraire s'attendre à de nouvelles attaques sur les chômeurs, à la remise en cause de l'abattement des 10 % pour les retraités avec le soutien de la CFDT, à de nouvelles suppressions de postes de fonctionnaires... Seul un vaste mouvement de contestation comme celui qui aura peut-être lieu lors de la journée intersyndicale du 18 septembre serait susceptible d'obliger Macron et Lecornu à entendre enfin ce que veulent les Français : plus de pouvoir d'achat, plus de justice sociale et fiscale, une meilleure répartition des richesses et plus globalement que ce soit la majorité qui décide et non une petite minorité de gens riches et de technocrates.

Pierre KERDRAON

INTERNATIONAL

Italie : Septembre 2025, mois des grèves de transport avec des perturbations dans le transport aérien, les services ferroviaires nationaux et régionaux, les transports publics locaux.

*Grève nationale début septembre pour le personnel des services au sol (assistance aux passagers, enregistrement et manutention des bagages) et les équipages, suivie de débrayages les 14 et 26 septembre : Grève du personnel d'assistance aéroportuaire des aéroports de Milan Linate et Malpensa. Grève de 24 heures pour les manutentionnaires de bagages associés à Assaeroporti. Grève de 24 heures à l'appel du syndicat CUB Trasporti. Grève de 24 heures pour le personnel de Volotea.

*Le réseau ferroviaire italien confronté à des perturbations majeures au début du mois, avec une grève nationale de 21 heures du 4 au 5 septembre 2025.

L'action a été lancée par plusieurs syndicats, dont l'*Assemblea Nazionale PDM/PDB*, et concerne le personnel des locomotives et de bord. Retards importants et annulations sur les principaux services nationaux, notamment les trains à grande vitesse Frecciarossa de Trenitalia et les lignes régionales comme Trenord.

En plus de l'action nationale, plusieurs grèves régionales sont prévues tout au long du mois, ciblant des lignes et des groupes de personnel spécifiques.

Espagne : Le syndicat UGT a appelé à une grève du personnel au sol pour les 23 et 24 août. Vingt-quatre aéroports ont été concernés. Les premières grèves avaient débuté mi-août, mais selon l'UGT, Ryanair a essayé d'entraver systématiquement les grèves. Ryanair fait également face à une autre vague de grèves avec Azul Handling, son prestataire de services au sol, le conflit s'intensifie. 24 aéroports concernés, dont Madrid, Barcelone, Malaga, Séville, Palma, Tenerife, Ibiza et Valence.

D'autres compagnies aériennes pourraient être impactées. Les employés d'autres prestataires de services qui travaillent pour British Airways, Emirates, American Airlines et Turkish Airlines se sont impliqués dans le conflit. Le syndicat justifie une fois de plus la grève par de « graves griefs ». Ceux-ci incluent, selon lui, des « sanctions massives et répressives » contre les salariés refusant d'effectuer des heures supplémentaires volontaires. Selon le syndicat, des sanctions allant jusqu'à 36 jours sans travail et sans salaire peuvent être mises en œuvre par Ryanair.

Portugal : Grèves dans l'aérien ; le pays touché à partir de septembre. Comme en Espagne, des grèves répétées chez la société de manutention Menzies menacent le Portugal depuis des mois. Le syndicat SIMA a annoncé des arrêts de travail dans tous les aéroports du pays du 3 septembre au 2 janvier 2026.

LES BRAS M'EN TOMBENT

Von der Leyen, toujours vers le pire :

Après le Mercosur, elle veut adhérer à un nouveau traité de libre-échange !

Par Marie Berthommier

Comme si les pays de l'Union européenne, n'avaient pas assez de problèmes avec les accords de libre-échange déjà signés, la présidente non élue de la commission de Bruxelles envisage un nouvel accord avec les pays du sud-est asiatique, du pacifique et plus si affinité ! 12 pays pourraient ainsi, sans entrave aucune, pénétrer le territoire européen. Et français bien sûr, ne comptons pas sur Macron et compagnie, droite et RN compris, pour s'opposer à ce projet.

Le Canada a déjà un traité de libre-échange nommé PTPGP (partenariat transpacifique global et progressiste ; progressiste pour qui ?) et plus du tiers de ses crevettes sont vietnamiennes... Von der Leyen a décidé de prendre contact avec ce PTPGP qui comporte 12 pays dont le Canada, le Vietnam, le Mexique et le Japon.

On imagine l'effet sur l'économie des pays de l'UE. On imagine l'impact sur l'industrie, la pêche et l'agriculture françaises ! Sans compter les retombées environnementales : le Vietnam est distant de 12000 km ; ça fait beaucoup pour importer les crevettes !

Le but de ce traité est de remplacer la moribonde OMC (organisation mondiale du commerce) maintenant délaissée par les Américains. Depuis 1995, l'OMC a accéléré la mondialisation et organisé la prolifération des traités de libre-échange. Ses principes de dérégulation et de productivisme se sont avérés néfastes pour nos modèles agricoles et industriels. Eh bien, Von der Leyen veut faire encore mieux. Ou pire plutôt.

PLACE AU DÉBAT

SORTIR DES CRISES

Par Jean Claude Chailley

CRISE ECONOMIQUE ET SOCIALE :

► Le bilan catastrophique de la politique de Macron.

Le constat décrit par Bayrou est en gros exact, même s'il a dramatisé de façon politicienne avec le débarquement du FMI...

Il y a des années que nous disons que la politique dite de l'offre va dans le mur. Bayrou confirme qu'on y est.

En 20 ans la France a vu son PIB par habitant passer du 12^e au 25^e rang mondial. L'industrie est en berne malgré plus de 200 Md d'aides aux entreprises.

Le système de santé qui était considéré comme le meilleur du monde est en voie d'effondrement, comme les services publics

La croissance est atone, le déficit budgétaire très important, la dette aussi, le commerce extérieur très déficitaire.

La vie est de plus en plus dure pour les salariés, retraités, chômeurs, alors qu'il y a des fortunes d'une ampleur qu'on n'arrive même pas à imaginer. Contrairement à ce que nous disent les Macron – MEDEF il y a un lien de causalité entre les 2.

Dans n'importe quel entreprise un tel bilan de faillite appelle le renvoi de tous les responsables. Pour Bayrou c'est fait, pas pour Macron.

► Les perspectives vues par Bayrou et Macron

Il s'agit de poursuivre la même politique en pire pendant des années et des années.

44 milliards de coupes en 2026, une centaine d'autres ensuite, ce qui ne peut qu'aggraver la situation économique, créer la récession, détruire ce qui reste de notre modèle social : Sécurité sociale, services publics, code du travail...

Quant aux dépenses pour la guerre, sous ordre de Trump, c'est open bar, vers 150 milliards par an, + achat massif de matériel militaire aux Etats Unis pour livraison à l'Ukraine.

Pareil pour acheter massivement du gaz de schiste dans le cadre de l'accord Trump Union européenne, pour lequel Macron et autres » grands dirigeants » européens ont remercié Trump ! (qui s'est vanté ironiquement d'être le véritable « Président de l'Europe », secondé par « des gens formidables »). **Ainsi va l'Europe si impitoyable avec les faibles.**

► La dramatisation de Bayrou et autres ministres...

Leur but c'est de dire que plutôt que de subir des reculs brutaux comme en Grèce il faut les accepter mais étalés dans le temps : 44 Md en 2026, vers 150 Md au total en 2029 ou 2030.

Un débarquement du FMI en France comme en Grèce ?

La France n'est pas la Grèce. Mais la dramatisation de Bayrou est un danger. Avec 140 000 milliards de dettes, le monde danse sur un volcan. Même Trump a dû reculer en catastrophe devant une réaction des marchés financiers qu'il avait déclenchée.

En France l'éditorialiste des Echos, JM Vittori recadre Bayrou, Moscovici... « Tous les pays qui ont dû faire appel au FMI avaient un point commun : un déficit courant élevé. **Or, la France a une balance courante à l'équilibre.** Son problème budgétaire ne sera pas résolu par le FMI ».

Alors Bayrou tente la guerre des générations : monter les jeunes contre leurs grands-parents qui les affameraient. Quelle honte !

CRISE SOCIALE

Le monde du travail en résistance

Notre modèle social est issu du Conseil National de la Résistance. Il était fondé sur la Sécurité sociale, les services publics et les nationalisations, une presse libérée des puissances d'argent. De Gaulle ne l'a jamais approuvé. Il n'y a jamais eu de paradis. Il y a toujours eu des grèves, dont mai-juin 1968

Le basculement c'est la « parenthèse de la rigueur » de 1983, parallèle aux politiques libérales de Reagan et Thatcher, dans le cadre de la marche à « l'Europe » libérale, notamment sous l'impulsion de Delors.

Puis chute de l'URSS, le pillage de la propriété d'Etat par ceux qui sont devenus les richissimes oligarques, sans que les 20 millions de communistes russes bougent le petit doigt. Fukuyama a pu déclarer que le capitalisme l'avait définitivement emporté.

Depuis c'est des combats de résistance contre les attaques du droit du travail, de la Sécu, des services publics, la baisse des salaires... Presque tout ce qui est privatisable l'a été. La financiarisation galope dans la santé.

Comme faisait remarquer un camarade : « *dans le temps le mari travaillait et la femme restait à la maison. Maintenant on est 2 à travailler et on s'en sort pas* ».

CRISE POLITIQUE

Macron le mal élu.

Macron a toujours été mal élu : moins de 30 % aux 1^{er} tours, les seuls qui marquent l'adhésion à un programme.

Ça se reflète dans la législative de 2022. 1^{er} tour 47,5 % de votants. Ensemble (Macron) 25,75 %. NUPES 25,66 %. RN 18,68 %. UDC 11,29 %, LR 10,42 %...Le regroupement « macroniste » n'a qu'une majorité relative de 250 députés. Il en faut 289. Macron mal réélu n'a pas la majorité à l'Assemblée nationale. **Mais la gauche aussi est très basse.**

Crises diverses, dont 14 journées d'action contre la réforme des retraites imposée contre l'immense majorité des salarié.es.

Le coup de poker perdu de Macron : la dissolution.

Minoritaire Macron espère élargir sa base à tout ou partie du PS, voire des écologistes, grâce à la division de la gauche. Après tout en France comme en Europe il y a des coalitions droite – social-démocratie. Pour quoi pas en France avec lui qui se positionnait comme « de droite et de gauche » et a déjà beaucoup de ministres et députés ex socialistes ?

Hélas pour Macron le Nouveau Front populaire, se crée. Rompant avec l'indépendance politique des syndicats par rapport aux partis, la CGT fait campagne pour le NFP.

1^{er} tour : **NFP 26,68 %** ; ENR (Macron) 21,80 % ; **RN 33,42 %** ; LR 8,49 % ;

Au 2^{ème} tour le Front républicain profitera essentiellement aux macronistes, mais ils restent très minoritaires (Ensemble : 166 députés, NFP : 193)

Même déroute de Macron aux européennes.

Il n'y a qu'avec la Vème République qu'on peut se maintenir au pouvoir après tant d'échecs électoraux. D'où la crise qui devient une crise de régime.

Y a-t-il 3 blocs à l'Assemblée nationale ?

- Pas vraiment. Il y a le RN (+ Ciotti), très discipliné. Le « bloc central » est éclaté entre n partis et candidats à l'Elysée. Le NFP est éclaté entre LFI et PS + PC + EELV.
- Sur le fond au-delà des postures, du marketing politique, la droite et l'extrême droite ont à peu près le même programme : celui du MEDEF.
- C'est pourquoi lorsque le NFP dit que 1^{ère} force politique c'est à lui de gouverner on se demande comment. **Le NFP a 189 élus, 118, sans la FI qui ne donnerait pas sa confiance à O Faure... La majorité est à 289. Il manque 100 à 170 députés !**

On ne voit pas comment il aurait pu y avoir accord sur le PLF et le PLFSS sauf à avoir un programme compatible avec les macronistes, LR,...

- **Grand danger** : un gouvernement qui serait apparu comme une coalition droite – PS + EELV + peut-être PCF (qui en tout cas « ne censurerait pas O Faure », cf Fabien Roussel, 8 septembre) aurait été la garantie de victoire du RN : « la seule alternative qu'on n'a pas essayée » entend-on de plus en plus.

Le programme des droites et extrême droite c'est celui du MEDEF.

- P Martin, dirigeant du MEDEF, s'est dit « aligné » sur les propositions Bayrou. Ça ne surprend personne.

- **Le RN est également aligné sur le MEDEF, mais il s'arrange pour que ça se voit moins.** Voici quelques éléments du programme RN :

Pas de taxe Zucman ou sur les ultras riches. Etat « obèse ». Supprimer les agences de l'Etat. D'accord pour 44 Md d'économies en 2026 (100 Md au total). Supprimer les « normes » (code du travail, écologie). Cout du travail trop élevé. « Enfer fiscal et normatif ». Baisser les impôts de production...Détruire la Sécu (suppression des cotisations).

Même sur l'Europe le RN masque son ralliement qui est incontournable, sauf à être rejeté par le MEDEF.

- Les différences programmatiques entre le RN et « le bloc central » sont minimes. C'est pourquoi les milliardaires qui tiennent les télés soutiennent l'ensemble.

La vraie – fausse demande de confiance de Bayrou

Le « bloc central » de Bayrou est minoritaire, miné par les bagarres entre écuries présidentielles. Bayrou est en butte à la colère de l'immense majorité des salariés, de la population... Parti à la conquête de l'Himalaya, il dévisse dans une crevasse.

Après un 49-3 il y a des marges de manœuvre pour déclarer « s'opposer » sans faire tomber le gouvernement, On l'a vu au printemps.

Voter la confiance signifie rejoindre la majorité macroniste. C'est politiquement impossible pour le RN, pour le PCF, LFI, EELV, le PS, y compris Hollande et la droite du PS. Même dans le bloc central la « confiance » n'est guère présente.

Mais au-delà de Bayrou, c'est la politique de Macron appliquée par ses gouvernements successifs qui ne passe pas dans la population. Les rats quittent le navire.

COMMENT SURMONTER LES CRISES ?

- La politique de l'offre menée par Macron -qui avait d'ailleurs commencé avec le Pacte de responsabilité d'Hollande – est un désastre. **Il faut un profond changement de politique.**

- On ne saurait regretter que Macron n'ait pas nommé un Premier ministre issu du NFP. Très minoritaire, avec un Président qui a beaucoup de pouvoir, il aurait été obligé de poursuivre la même politique, éventuellement un peu adoucie et étalée dans le temps.

- Demander un peu moins « d'efforts » que Bayrou aux salariés, retraités, chômeurs, n'est pas acceptable. C'est aux milliardaires de faire des « efforts ».

Le meilleur moyen de réduire des dividendes excessifs, c'est d'augmenter les salaires, les cotisations sociales. Avec 211 Md d'aides aux entreprises, voire 270 Md, cf Nouvel Obs, dont près de 100 Md d'exonérations et exemptions de cotisations sociales, il y a de la marge sans que ce soit la fin du monde comme le prétend le MEDEF.

- Une éventuelle taxe Zucman ou un ISF qui au nom de « l'outil de travail » (essentiellement les paquets d'actions) exonère 99 % des fortunes des milliardaires, ne suffisent pas. **Il faut un changement profond de politique.**

- Un gouvernement de tout ou partie du NFP, soumis au bon vouloir des macronistes pour ne pas être renversé, **aurait posé le RN comme seule alternative. Ce serait la garantie de sa victoire**, même en redemandant à voter Retailleau, Darmanin, Wauquiez... au nom d'un Front républicain, qui d'ailleurs passe de moins en moins.

- **S Lecornu**, ministre depuis 8 ans, a été souvent dénoncé comme trop proche du RN. C'est l'exécutant de Macron, devenu un des « faucons » européens, prêt à entrer en guerre contre la Russie à la moindre provocation qui peut venir de n'importe où. On ferme les urgences mais les hôpitaux sont déjà appelés à prendre des mesures pour accueillir des milliers de blessés.

- **Il n'y a pas de tabou d'élections anticipées que ce soit législative ou présidentielle.**

C'est classique dans les pays démocratiques. D'ailleurs 67 % des Français demandent le départ du véritable responsable du désastre décrit par F Bayrou : E Macron.

La mobilisation du 10 septembre, plus importante que prévu, est partie d'inconnus, mais dans un contexte de grande colère devant ceux qui veulent imposer un plan d'austérité alors que le capital des 500 plus grandes fortunes de France a été multiplié par 7 en 2 décennies. 147 milliardaires en France. « On bloque tout », a fait écho aux mobilisations des retraites où beaucoup disaient que pour gagner il fallait « bloquer l'économie » notamment par la grève.

Le remplacement de Bayrou par Lecornu ne change rien à la grande responsabilité des partis de gauche et du mouvement syndical dans la défense et reconquête de notre modèle social :

Salaires, emploi, droit du travail, Sécurité sociale, services publics, libertés syndicales et démocratiques, transition écologique, réduction des inégalités, ... Bayrou est parti, les besoins, les revendications, restent.

La bataille de l'opinion est gagnée. Il faut la transformer en conquies sociaux, en une République sociale : c'est possible si on a confiance dans sa force.

Actualité sociale

Qu'on l'appelle « Bayrou » ou autrement, le plan d'austérité pour la santé est une honteuse catastrophe.

Par Marinette Bache

Le plan qui nous a été concocté par la majorité macroniste soutenue par la droite classique et la droite extrême, mériterait à lui seul une mobilisation sociale d'ampleur pour le rejeter.

Qu'est devenu notre système de santé, qui, il y a 25 ans -et pourtant il avait été déjà pas mal attaqué- était classé par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) comme « le plus performant du monde en termes d'accessibilité et d'efficacité » ?

Héritier des réformes mises en place à la Libération, du programme du CNR à la création de la Sécurité Sociale, le système français, avec son incomparable réseau d'hôpitaux et de maternités de proximité, le maillage territorial de ses hôpitaux régionaux performants et équipés, la qualité de ses hôpitaux universitaires et la prise en charge de chacun par l'assurance maladie, permettait à tous les Français et à tous les travailleurs étrangers cotisants à la Sécu, d'être soignés dans des conditions optimum que le monde entier nous enviait autant que notre système scolaire.

C'était le temps où les Français étaient fiers de leur pays reconstruit, efficient et solidaire.

Au-delà de l'équipement hospitalier, les Français ont, pendant des dizaines d'années, pu avoir accès à un médecin traitant, dit « médecin de famille », le plus souvent en secteur 1, c'est-à-dire avec des consultations totalement remboursées par la Sécu et les mutuelles.

Aujourd'hui, c'est dans les villes, et en 1^{er} lieu à Paris, malgré l'effort de la Mairie pour mettre en place des « maisons médicales », c'est le règne du secteur « libre » inaccessible pour de nombreux patients au point où, selon l'IFOP, 1 Français sur 4 a déjà renoncé à des soins ou équipements médicaux pour des raisons financières, 37% ont déjà renoncé à des soins ou équipements dentaires ou optiques (dont 17% à plusieurs reprises). Cette situation entraîne également une saturation des services d'urgences hospitaliers, dernier recours pour les plus défavorisés pour avoir accès aux soins... quand des antennes de « Médecins du Monde » ne s'installent pas carrément dans un hôpital (ce fut un temps le cas à l'Hôtel-Dieu de Paris).

Dans les zones rurales, ce sont les déserts médicaux auxquels sont confrontés les habitants : pas assez de médecins généralistes et souvent proches de la retraite malgré les efforts notables des municipalités pour offrir aux jeunes médecins de bonnes conditions d'installation. Quant aux médecins spécialistes, ils sont devenus devenus rares ou totalement inexistantes. On se considère heureux d'en trouver encore dans les hôpitaux de proximité, mais les délais d'attente sont de plusieurs mois : plus d'1 an pour une mammographie par exemple, alors qu'on a chaque année droit à la campagne « octobre rose » sur la prévention du cancer du sein ; bref, la sécurité sociale vous rembourse l'examen... si vous réussissez à le faire ! Il faut dire qu'il y eu une alliance objective et durable entre le Conseil de l'ordre et les visions comptables pour ne pas former suffisamment d'étudiants en médecine (Cf un précédent numéro de RESO).

C'est dans ce cadre que Bayrou, ex-premier ministre, a programmé un budget d'une austérité encore jamais atteinte pour la santé. Dont on peut largement craindre la volonté de son successeur de le mettre en place !

Et pourtant le secteur hospitalier est déjà bien atteint par les mesures antérieures et le dogme de la diminution du nombre de lits, de services médicaux de base (médecine, chirurgie, urgences) et... d'hôpitaux. S'il y a un secteur où la vision comptable de la gestion des services publics éclate aux yeux de tous, c'est bien celui-ci ! Fermetures de lits, de services, d'hôpitaux mais également manque flagrant de personnels de toutes sortes, médicaux (spécialistes !), infirmiers, para-médicaux, aides-soignants et employés de maintenance, c'est le quotidien de nos hôpitaux.

Malgré toutes les promesses d'après-covid, aucune réflexion sur une réforme du financement hospitalier remettant en cause la fameuse T2A (tarification à l'activité) n'a été entreprise. Le rattrapage de la rémunération des soignants n'a pas été à la hauteur ; avant le covid, tout en étant parmi les mieux formés au niveau infirmier -dans de nombreux pays on appelle « infirmiers » des aides-soignants- leurs salaires se situaient en queue des pays européens.

Quant aux suppressions de lits, elles se poursuivent tranquillement alors que la pandémie a amplement démontré la fragilité du secteur engendrée par la politique comptable à l'œuvre depuis une quarantaine d'années.

Les 5 dernières mandatures présidentielles ont constamment aggravé la situation par une série de réformes austéritaires de l'assurance maladie. Le « meilleur système de santé du monde » a ainsi vu ses indicateurs de santé publique devenir de plus en plus mauvais au point de se classer 23^{ème} sur 27 pays européens en matière de mortalité infantile ; mais on continue à fermer les maternités de proximité. (cf l'un des anciens articles de RESO sur le doublement du risque pour une femme enceinte qui doit effectuer un trajet de plus de 3/4d'h pour rejoindre une maternité ; combien de bébés nés dans l'ambulance des pompiers !?).

C'est dans ce cadre que le projet dit « Bayrou » prévoit pour le budget 2026 un vaste plan d'économies de 5,5 milliards d'euros de limitations de dépenses de santé.

On le sait : si l'on veut diminuer les dépenses de santé, il faut tout simplement que les gens soient moins malades ou que leur prise en charge soit précoce. Dit autrement il faut augmenter la PREVENTION : renforcement des actes de prévention, meilleure alimentation, lutte contre l'obésité, contre les addictions, accompagnement des patients, bilans de santé gratuits -et généralisés- de l'Assurance maladie, suivi efficace par la médecine du travail, PMI...

Le projet de budget gouvernement a orientation totalement contraire : ses pistes d'économies restent -hélas, qui en aurait douté ?- uniquement comptables :

- doublement du plafond des franchises médicales à 100 euros par an,
- durcissement des conditions de prise en charge intégrale des ALD (Affections de Longue Durée),
- extension du délai de carence à 7 jours en cas d'arrêt de travail,
- plus de consultation du médecin du travail après un arrêt de travail de longue durée, et baisse du nombre de médecins
- déremboursement de médicaments.

Et tout cela est accompagné d'un discours moralisant et culpabilisateur vis-à-vis des patients ou potentiels patients. Et tout ça alors qu'on sait très bien que ce ne sont que des mesures de court-terme et qu'un patient qui renonce à des soins précoces reviendra plus tard et que sa pathologie coutera plus cher. Et tout cela alors que la mortalité au travail est particulièrement élevée en France (4,38 morts pour 100000 salariés contre 2,8 en Espagne, 2,5 en Italie et à 0,95 en Allemagne).

Ces mesures dans la continuité de celles qui ont détruit notre système, imaginé pour être à la fois solidaire et efficace, ne feront qu'accentuer la situation sanitaire devenue alarmante de notre pays. Le budget Bayrou 2026 pour la santé est annonciateur d'un désastre sanitaire qui touchera, bien sûr, en 1^{er} lieu les plus défavorisés qui sont de plus en plus nombreux dans notre pays.

A ce scandale s'ajoute un indécent déni de démocratie : Alors que Bayrou 1^{er} ministre se savait condamné par le vote sur la confiance et que son gouvernement tomberait, il fait passer en douce un certain nombre de décrets sans consulter les députés et sénateurs.

Cela a été le cas, en ce qui concerne la santé pour :

- l'augmentation du reste à charge pour les consultations et actes médicaux de biologie et de radiologie
- le doublement des franchises médicales, des actes paramédicaux et des transports sanitaires
- le doublement des participations forfaitaires.

Brève sociale

Selon le rapport d'un sénateur, c'est 211 milliards d'euros d'argent public par an qui sont distribués sans conditions sous forme d'aide aux entreprises. Pendant ce temps, nos salaires et nos retraites sont gelés et le niveau de vie des Français baisse, le taux de pauvreté de la population s'accroît ; le patronat financier licencie pour augmenter ses profits.

Une suggestion : si on imposait une contrepartie à ces aides ; les assortir de critères sociaux à respecter : créations d'emplois, augmentation de salaire, mise en place de formations qualifiantes afin de permettre l'adaptation des salariés.

COUP DE GUEULE

À douze, on est plus forts que tout seuls ?

Par Antoine Ducros

Ceux qui, comme moi, étaient en âge de suivre l'actualité politique à l'époque du referendum sur le traité de Maastricht (en septembre 1992) se souviennent sans doute que l'un des arguments rabâchés à l'envi par les partisans du «oui» consistait à expliquer que, pour faire le poids face aux États-Unis (on parlait moins de la Chine, à l'époque), mieux valait que les pays européens s'unissent pour représenter une masse humaine, politique et financière conséquente. Ce que résumait le slogan benêt, censé avoir la force de l'évidence et du bon sens, «À douze, on est plus forts que tout seuls».

Bien entendu, les partisans du non étaient très sceptiques envers un principe aussi simpliste. Car il ne suffit pas, pour qu'un ensemble pèse sur la scène mondiale, qu'il ait une taille importante. Il faut aussi que ses élites aient la volonté farouche de le faire exister de manière indépendante et d'en affirmer les intérêts, et cette condition semblait déjà à l'époque pour le moins compromise : l'Europe qu'on nous demandait de construire ne s'appuyait sur aucun sentiment commun d'appartenance ni aucune conscience politique commune affirmée, ses zéloteurs les plus enthousiastes semblaient bien plus pressés de se défaire sur elle de toutes leurs responsabilités politiques que d'assumer celles-ci à plus grande échelle, et une bonne partie des pays qui la composaient (à commencer par l'Allemagne et le Royaume-Uni) s'épanouissaient parfaitement dans la dépendance vis-à-vis des USA.

Trente-trois ans après, le verdict est sans appel : le récent psychodrame autour des droits de douane imposés par Trump a montré que, décidément, on n'est pas nécessairement plus fort à douze, ni même à vingt-sept, que tout seuls. Dès le début de la crise ouverte par la hausse brutale et unilatérale des droits de douane américains, l'Union Européenne a donné le ton : alors que la Chine ne montrait aucun intérêt pour l'ouverture de discussions et ripostait immédiatement par l'instauration de droits de douanes très élevés sur les produits venus des USA, par la limitation des exportations de terres rares, par le lancement de très opportunes enquêtes anti-dumping contre des sociétés américaines, et par une baisse sensible de ses souscriptions aux bons du trésor de Washington, suscitant un recul assez rapide de Trump, l'Union européenne... expliquait instantanément vouloir négocier, annonçait des hausses de ses propres droits de douane mais dans un délai de deux ou trois mois, proclamait à qui voulait l'entendre qu'il fallait à tout prix éviter une guerre commerciale –et donc surtout ne pas riposter de crainte d'une escalade – et ne prononçait aucune mesure de rétorsion.

Et ce qui devait arriver arriva : cette pleutrerie a débouché sur un accord Trump-Van der Leyen absolument catastrophique, dont la plupart des responsables européens semblent d'ailleurs avoir honte (aucun ne l'a vraiment défendu), selon lequel les Américains imposent 15% de droits de douane sur une liste importante de produits européens, tandis que les leurs sont pour beaucoup exemptés totalement de droits en Europe, et selon lequel aussi les Européens s'engagent à acheter des volumes faramineux d'hydrocarbures américains, alors que l'Europe est censée faire de la décarbonation de son économie, du développement des technologies de pointe permettant de se passer de pétrole, et de son indépendance énergétique, des politiques absolument prioritaires. Cette défaite est d'autant plus flagrante que le Royaume-Uni, sorti de l'UE, a obtenu en négociant seul avec les États-Unis un accord nettement plus favorable !!!

Si l'on rajoute à ça le fait que le grand plan de mise à niveau des armées européennes se traduira, dans la plupart des pays de l'UE, par l'achat massif de matériel américain, même lorsque l'équivalent est fabriqué en Europe (et notamment en France, qui est le seul pays de l'Union à être raisonnablement autonome sur le plan des industries de défense), il saute aux yeux que ceux qui, il y a trente ans, combattaient la construction européenne telle qu'on nous la proposait avaient raison : loin de nous aider à affirmer nos intérêts face aux Américains, cet édifice bureaucratique et bancal en est le cheval de Troie.

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :

Siège social : 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication : Marinette BACHE